

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

51/4 | 2010

**Sciences humaines et sociales en Russie à l'Âge
d'argent**

L.I. Borodkin, G. Kessler, A.K. Sokolov, édés.,
« Sovetskoe nasledstvo »

Laurent Coumel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7424>

DOI : 10.4000/monderusse.7424

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 novembre 2010

Pagination : 778-781

ISBN : 978-2-7132-2316-7

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Laurent Coumel, « L.I. Borodkin, G. Kessler, A.K. Sokolov, édés., « Sovetskoe nasledstvo » », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 51/4 | 2010, mis en ligne le 09 septembre 2013, Consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/7424> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.7424>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

2011

L.I. Borodkin, G. Kessler, A.K. Sokolov, éd(s.), « Sovetskoe nasledstvo »

Laurent Coumel

RÉFÉRENCE

L.I. BORODKIN, G. KESSLER, A.K. SOKOLOV, éd(s.), « **Sovetskoe nasledstvo** ». **Otraženie prošlogo v social'nyh i ekonomičeskikh praktikah sovremennoj Rossii** [« Héritage soviétique » : Le reflet du passé dans les pratiques sociales et économiques de la Russie contemporaine]. Moscou : Rosspen, 2010, 351 p.

- ¹ Ce livre collectif s'inscrit dans une longue série de travaux en histoire sociale publiés depuis le début des années 1990. Son intitulé renvoie aux questionnements qui ont rapproché, ces dernières années, les analyses des historiens, des sociologues et des politistes sur la Russie contemporaine. Le contexte de sa mise à l'ouvrage était prometteur : une équipe de recherche copilotée depuis l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et la faculté d'histoire de l'université d'État de Moscou. Le chapitre introductif de Gijss Kessler formule les enjeux d'une telle collaboration scientifique binationale : le déploiement d'approches transdisciplinaires vise à faire éclater les cadres chronologiques convenus, sans perdre de vue les processus historiques à l'œuvre dans un pays au passé aussi prégnant. En choisissant de mettre l'accent sur les pratiques, et non pas seulement sur les structures déjà largement étudiées, les auteurs reconsidèrent la question de l'existence ou non d'une « société civile » en Russie à partir des acteurs et de leurs comportements. Le constat de départ est le suivant : « l'expérience soviétique a joué un rôle [plus important] dans les sphères sociale et économique que dans celle des relations sociopolitiques » (p. 19). Las, on déchantait rapidement au fil des pages : le panorama bibliographique présenté par Sergej Afoncev tient plus d'un catalogue de références anglo-saxonnes que d'une véritable réflexion sur l'outillage à disposition des chercheurs. Dans les autres chapitres, certains

termes cardinaux, en particulier la notion de « formel / informel », ne font pas toujours l'objet d'une définition rigoureuse. Les neuf contributions qui suivent sont consacrées à des domaines très divers de la société et de l'économie russes, divisés en deux sections : « Les initiatives de la société et le pouvoir : mécanismes d'interaction » et « Expérience soviétique et stratégies individuelles au quotidien ».

- 2 Dans la première partie, passons sur l'essai d'Andrej Sokolov sur les rapports entre société, individus et textes constitutionnels-juridiques, ainsi que sur celui de Tat'jana Smirnova sur les implications croisées de la « société » et du « pouvoir » dans la « résolution des problèmes de l'enfance » : dans les deux cas, un balayage chronologique hâtif et une faible problématisation aboutissent à des développements superficiels et conformistes, voire contestables. Plus intéressante est l'étude des groupes et organisations de type associatif à Moscou, conduite par Irina Novičenko. Elle pose la question d'un espace public et de sphères d'action possibles pour les citoyens depuis la fin des années 1950, mettant en lumière des phénomènes méconnus : clubs de collectionneurs, de philatélistes, de cinéphiles et d'éleveurs de chiens, « brigades de réparation » d'immeubles ou de quartiers, écoles maternelles et aires de jeux parentales, bibliothèques et centres de santé, enfin discothèques et théâtres autogérés dans les années 1980. À partir de sources publiées, qu'il resterait à confronter aux archives disponibles, l'auteur constate la richesse des formes associatives et leur influence sur certaines décisions de niveau municipal ou régional ; elle montre aussi l'importance de ces activités pour certains Moscovites, en particulier retraités, et les avantages matériels et financiers qu'ils ont pu en tirer aux époques soviétique et postsoviétique. Ses conclusions sur la faiblesse du mouvement associatif dans la Russie poutinienne sont plus discutables, même si l'hypothèse de barrières juridiques et fiscales qui gêneraient la création de petites associations à but non lucratif paraît valide.
- 3 Irina Gordeeva retrace le devenir des institutions protestantes en Russie, en particulier de la secte des baptistes qui connaît une division entre groupes loyaux au régime d'un côté, et ceux qui s'étaient appelés « *inicativniki* » [initiateurs] après avoir, en 1961, rompu avec des organes jugés complaisants avec le pouvoir soviétique. Ayant connu la clandestinité pendant vingt ans au prix d'une centralisation et d'une tendance à l'autoritarisme, ces dissidents sont revenus, dans les années 1990 et 2000, à un apolitisme teinté d'un fort patriotisme, craignant sans doute d'être assimilés aux « missionnaires étrangers » officiellement stigmatisés par la loi russe de 1997. Leur refus des techniques modernes de communication, Internet compris – alors qu'ils utilisaient des enregistrements audio pour communiquer dès les années 1970 – contribue à cette apathie, autant que l'héritage soviétique. Ce dernier est encore prégnant : le souvenir des purges et les soupçons récurrents de collaboration avec le KGB en témoignent.
- 4 Les quatre chapitres suivants, plus courts, concernent le monde du travail et ses évolutions. Sergej Afoncev s'attèle à la description des formes d'occupation « informelle », principalement commerciale, pendant la période de « transition » des années 1990 et 2000 : il distingue des stratégies « d'adaptation » (à la crise économique) et « d'initiative » (voire d'« esprit d'entreprise »), mais cette classification laisse songeur. Sa conclusion est que les pratiques soviétiques auraient ainsi favorisé, et non retardé, l'avènement d'une économie de marché. Leonid Borodkin montre la permanence, dans l'industrie, de modes de relations de travail hérités de la période

soviétique : négociation collective hors des syndicats, auto-organisation des équipes, mais aussi vol de matériaux et autres entorses à la discipline sont encore le lot commun des ouvriers russes après 1991, dans certains contextes. Cette étude, qui distingue les facteurs productifs, juridiques mais aussi générationnels dans le maintien des pratiques, fait le lien entre des ouvrages publiés ces dernières années sur les ouvriers d'usine en URSS et les travaux des sociologues, y compris étrangers, sur la Russie poutinienne.

- 5 Timur Valetov fournit sans doute la contribution la plus originale de l'ouvrage, consacrée au phénomène des groupes de saisonniers illégaux, les *šabašniki* [sabbatiques], qui vont d'une république à l'autre pour se faire embaucher, en particulier dans le bâtiment, mais aussi pour les récoltes et les coupes forestières. Formées et fonctionnant de façon autonome, sans contrôle des autorités, ces brigades venues du Caucase, de Moldavie, de l'ouest de l'Ukraine et de la Biélorussie – et non d'Asie centrale où elles sont aussi aujourd'hui les plus visibles – ont répondu aux besoins de l'économie soviétique dès les années 1960, 1970 et 1980, dans des secteurs où l'embauche légale était insuffisante pour « remplir le plan ». Ce phénomène, invisible dans les fonds d'archives centraux, est appréhendé ici via la presse de l'époque, quelques travaux de sociologues dès la perestroïka, mais aussi des entretiens réalisés par l'auteur. Ces différentes sources révèlent non seulement l'existence de traditions locales et de facultés d'auto-organisation remarquables, mais aussi l'ampleur des revenus générés par ces activités semi-légales, qui pouvaient dépasser par saison plusieurs fois le salaire annuel. Cette forme de travail au noir a pu traverser plusieurs décennies : elle représentait un moyen de survie économique non négligeable, malgré l'absence de protection sociale et les risques encourus, notamment les accidents du travail. Les autorités locales et régionales l'ont encouragée dans certains cas et elle perdure dans la Russie des années 1990 et 2000, même si on manque de données fiables pour l'étudier et si la dérégulation des campagnes l'a réorientée vers les grands centres urbains où travail saisonnier et migrations annuelles ont tendance à se confondre.
- 6 Dans sa contribution sur les « cadeaux » offerts aux médecins du public en Russie, Anna Konovalova rappelle qu'ils remontent eux aussi aux temps soviétiques, sans fournir davantage de précisions sur l'ère brejnévienne : une analyse de la presse, des enquêtes sociologiques et de sites Internet spécialisés révèle leur fonction sociale aujourd'hui, qui est de remplacer un lien personnel entre le patient, sa famille et le personnel médical, dans une institution souvent déshumanisée où les revenus légaux ont chuté depuis les années 1980. On comprend le caractère massif de ces « paiements informels » de plus en plus monétisés après 1991, même s'ils varient en fonction des patients comme des tarifs établis dans chaque établissement pour certaines prestations. Cette pratique a pour corollaire de rendre inaccessible aux plus pauvres la médecine dite « gratuite », sans parler du prix d'une dispense du service militaire pour un jeune appelé, voire de la prolongation d'un certificat de maladie invalidante.
- 7 Pour finir, Viktorija Tjažel'nikova parcourt un demi-siècle de couture à la maison pour interroger la fonction de transmission culturelle de cette pratique. S'appuyant sur des travaux déjà existants, mais aussi sur des entretiens et des enquêtes statistiques, l'auteur rappelle que cette pratique procurait aux femmes des années 1960 et 1970 un sentiment d'autoréalisation et surtout compensait une pénurie structurelle à l'époque soviétique. Elle remarque que la popularité du tricotage à la fin de l'ère brejnévienne fait écho à celle qui s'observe alors en Occident, même si la laine de couleur était

difficile à trouver dans les magasins soviétiques. À la fin des années 1980, l'ouvrage à l'aiguille constitue aussi une stratégie d'adaptation économique. Cet âge d'or, qui voit l'autorisation de parution en URSS, en 1987, d'une version en russe du magazine ouest-allemand *Burda Moden*, cesse au début des années 1990, avec l'irruption sur le marché russe de vêtements importés. On manque ici de distinctions sociales et géographiques pour évaluer l'ampleur de la perte d'intérêt de cette occupation domestique. L'échantillon étudié n'est pas représentatif ; et il pose la question de la spécificité soviétique par rapport à l'évolution des sociétés occidentales dans la seconde moitié du XX^e siècle.

- 8 « *Héritage soviétique* » ne remplit pas ses promesses : le modeste renouvellement des sources (des micro-enquêtes statistiques, quelques entretiens et des forums de discussion sur Internet) masque mal des lacunes importantes, en particulier dans la bibliographie : il y a peu de dialogue ici entre les historiographies russe et soviétique d'un côté, étrangères et en particulier américaine et européenne de l'autre, à quelques exceptions près. Par exemple, les thèses de Dorena Caroli sur la délinquance juvénile entre 1917 et 1937, de Rachel Green sur les orphelinats dans l'après-guerre et de Rebecca Manley sur l'évacuation auraient pu éclairer nombre de passages sur l'enfance soviétique. À cela s'ajoutent quelques erreurs factuelles : la généralisation de l'instruction secondaire « universelle » ne date pas de 1972 mais de 1958 ; la première manifestation de l'histoire de la dissidence n'est pas celle organisée par les baptistes en mai 1966, mais celle qui a réuni en décembre 1965 des partisans des écrivains Daniel' et Sinjavskij. Une relecture manque au dernier chapitre, où plusieurs phrases sont ponctuées de notes de correction... Quoi qu'il en soit, on espère que d'autres travaux prolongeront certaines de ces analyses, en particulier de la seconde partie. Cet ouvrage pose enfin la question de savoir si la société russe des années 2000-2010 tient plus de son héritage « soviétique » ou de celui des années de perestroïka et de « transition » : on ne saurait la trancher ici.